



EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS

Communauté de communes Ambert Livradois Forez

DECISION n°2021-16

Tarifification animations du service « Patrimoine »

Vu l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°2 en date du 21 juillet 2020 par laquelle le conseil communautaire l'a chargé, par délégation, de prendre certaines décisions prévues à l'article L 2122-22 du code général des collectivités territoriales, notamment celle de fixer les tarifs (...) d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées. Cette délégation s'applique après présentation en Bureau communautaire :

- aux spectacles et animations ;
- aux services à la population et aux associations (reprographie, locations de salles, transport, services à la personne...);
- aux meubles en lien avec la valorisation et la prévention des déchets ;

La gratuité ne peut être décidée que par le conseil de communauté.

Considérant le projet d'animations et de balades ludiques proposées par le service Patrimoine,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire en date 9 mars 2022 ;

M. le Président de la communauté de communes

DECIDE

Article 1 : de fixer les tarifs suivants :

- Animations :
 - o Ecoles du territoire : Gratuité
 - o Ecoles hors territoire : 150 € la 1/2journée par classe, 250€ la journée
 - o ALSH d'ALF : gratuit
 - o Structures publiques (ESAT, maison de retraite, commune...) : facturation des consommables
 - o Structure privée du territoire : 80 €
 - o Structure hors territoire : 150 € la 1/2journée par classe, 250 € la journée
- Fiches Balades ludiques : 2 €

(remises gracieusement aux services d'accueil de la Communauté de Communes et aux partenaires tels que MDT et communes pour diffusion)



Article 2 : Cette décision sera inscrite au registre du Président ouvert à cet effet. Un extrait sera affiché au siège de la Communauté de communes, 15 avenue du 11 novembre à Ambert. Expédition en sera adressée à Monsieur le Sous-préfet.

Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe qu'en application des dispositions de l'article L.2131-1 du CGCT et de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours, devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage, ainsi que de sa transmission au représentant de l'Etat.



Fait à AMBERT, le 9 mars 2022

Le Président,

Daniel FORESTIER